

APPEL A CONTRIBUTION NETCOM

NETWORKS AND COMMUNICATION STUDIES RESEAUX, COMMUNICATION ET TERRITOIRES



Les données environnementales en libre accès : politiques, expériences, usages

Editeurs invités

Pierre Gautreau, Université Paris 1, UMR PRODIG, Paris : pierre.gautreau@univ-paris1.fr

Matthieu Noucher, CNRS, UMR ADES, Bordeaux : m.noucher@ades.cnrs.fr

Gabriela Merlinsky, Instituto Gino Germani, Université de Buenos Aires, Argentina :
merlinsk@retina.ar

Le contexte : des écosystèmes à l'écosystème des données en libre accès

L'ouverture des données (*open data*) qui vise à rendre disponibles et réutilisables des données publiques se diffuse à grande vitesse depuis que le champ politique se l'est approprié (Chignard, 2012). Les autorités publiques qui « libèrent » leur patrimoine de données prétendent d'une part favoriser la transparence institutionnelle par la mise à disposition des informations publiques brutes et d'autre part faciliter la participation citoyenne en veillant à la désintermédiation de la relation entre les autorités locales et les citoyens. Dans le domaine environnemental, ce processus rencontre une forte demande sociale d'information, liée à une exigence d'équité face au risque, donc d'accès à l'information, et à un intérêt grandissant pour les connaissances naturalistes partagées. La convergence de la numérisation des données, de la démocratisation des outils de leur gestion et de la multiplication des instances où se discute l'aménagement du territoire induit une circulation croissante des données environnementales : qu'elles soient support de cartographie pour organiser l'espace, éléments de prise de décision collective, mobilisées dans le cadre de controverses, réutilisées dans de multiples études d'impact, ces données sont mobilisées largement au-delà du cadre des communautés disciplinaires ou de métiers dans lequel elles ont été produites.

Ce nouveau contexte de circulation de l'information environnementale et les enjeux qui y sont associés sont encore insuffisamment décrits et compris. L'accès libre aux données fait désormais intégralement partie des **politiques informationnelles** des institutions en charge de la gestion de l'environnement : quels choix techniques et quelles stratégies mettent-elles en place dans ce domaine, dans quel but, avec quel succès ? Selon les grands champs thématiques (biodiversité, eau, risques, conservation, aménagement écologique du territoire...), les enjeux de la libération des données se déclinent différemment, tout comme les multiples expériences mises en place.

C'est sans doute au-travers d'une analyse des **usages de l'open data** que les changements en cours peuvent être le mieux analysés. Connaître les usagers de ces données et les formes de cet

usage doit permettre d'évaluer si les promesses d'empowerment citoyen portées par les tenants de l'accès libre se traduisent en processus ayant une incidence observable sur la gestion de l'environnement. L'impact de l'open data dans la diffusion de représentations sociales de l'environnement peut également être analysé au travers d'une approche par les usages. Par exemple, les effets systémiques d'une mise en ligne croissante de données géographiques numériques sur les représentations sociales ont jusqu'à présent été peu explorés. Pourtant, sous couvert d'une apparente immatérialité, l'information environnementale contenue dans ces portails de téléchargement de données est potentiellement riche de sens spatial et territorial. A ce titre, elle mérite que les sciences sociales, et notamment les géographes, lui prêtent attention.

Plus largement enfin, l'open data environnemental modifie la ***dynamique des systèmes d'information sur l'environnement***, de la production à la diffusion des données, en passant par la place qui est accordée à ce type de système dans le débat public et les choix de gestion de cet environnement. Que change Internet sur la façon dont on alimente en données un système d'information, que changent pour les institutions en charge de l'environnement le passage de systèmes fermés à des systèmes d'information ouverts, en quoi la possibilité pour les usagers d'interagir avec les gestionnaires de ces systèmes modifie-t-elle leur fonctionnement ou la place de l'institution qui en a la charge ?

L'appel à communication

Cet appel à publication porte donc sur les enjeux de la diffusion des données en libre accès sur Internet (Open Data), tant dans ses dimensions politiques et institutionnelles que pour ses effets sur la construction sociale des questions environnementales. Organisé par l'équipe du projet BAGUALA¹, et en prolongement du colloque « *Partage des données environnementales en Amérique latine : enjeux des initiatives de mise en accès libre* » (Porto Alegre, Brésil, 23-24 août 2012)², il invite à réfléchir également à la façon dont ces enjeux se déclinent différemment selon les régions du monde, en incitant à soumettre des articles portant sur des contextes non-européens.

La revue NETCOM propose trois formats différents de publication. Ce numéro spécial doit ainsi permettre d'associer contributions scientifiques (sous la forme d'articles de 15 à 20 pages), projets ou positions de recherche (sous la forme de notes scientifiques de 5 à 10 pages) et synthèses descriptives (sous la forme de notes d'information de 3 à 4 pages) permettant de disposer d'une vision d'ensemble des expériences actuelles, enjeux et projets de recherche en matière d'open data environnemental.

Soumission d'articles scientifiques

Les articles soumis, d'une longueur de 15 à 20 pages, peuvent s'inscrire dans un ou plusieurs des axes suivants :

1. Gouvernance de l'Open data, politiques de l'accès libre et justice environnementale. Internet peut se concevoir comme un « *terrain* » potentiellement fertile pour révéler certaines formes sociales de problématisation des questions environnementales. Dans cette optique, on peut concevoir l'open data comme un objet privilégié pour observer la diversité et les inégalités de stratégies sociales de recours à l'information pour agir dans ce champ. L'objectif est alors de trouver son chemin dans ce maillage et de produire des représentations qui autorisent son interprétation, c'est à dire pratiquer

¹ BAGUALA (Usages des Données Environnementales d'Utilisation et d'Accès Libre en Amérique du sud et France) est un projet de recherche, d'une durée de quatre ans (2010-2014) financé par la chaire mixte Paris 1-CNRS hébergée à l'UMR PRODIG. Son objectif est d'analyser les conséquences sur la gestion de l'environnement de la diffusion croissante de données en accès libre (« open data ») en Argentine, Bolivie, Brésil et France (<http://baguala.hypotheses.org/>).

² Résumés des actes disponibles en ligne : <http://baguala.hypotheses.org/seminar-porto-alegre-2012>.

une « *géographie du Web* » à partir de l'écosystème des données qui le composent. Par une analyse des politiques de partage de données environnementales sur Internet, on peut également s'interroger sur les stratégies des pouvoirs publics et renouveler les débats sur la justice spatiale et les inégalités environnementales liées aux différences d'accès aux ressources informationnelles. Le caractère encore précoce et d'ampleur inégale selon les pays du processus de partage des données environnementales a mis en évidence des conséquences mal mesurées sur l'accès à l'information, et *in fine* sur l'égalité face au risque, qui doivent être mesurées.

2. Enjeux sociaux des usages des données en ligne : entre *empowerment* et assimilation. Au-delà des discours incantatoires (autour de l'*open data* comme facteur de transparence démocratique et donc d'*empowerment*) comme des injonctions (autour de l'*open data* comme source de confusion et d'infobésité), on peut aujourd'hui se poser la question de savoir si les données diffusées peuvent être analysées comme un « *dispositif technique à vocation générique porteur d'une conception concrète du rapport politique/société et soutenu par une conception de la régulation* » comme le suggérait Lascombes (2007) à propos des cartes. La traçabilité de ces dernières était plus aisée, et touchait généralement un public plus restreint. La diffusion/dispersion des données numériques rend aujourd'hui plus délicat ce type d'analyse mais son intérêt reste d'actualité.

3. Enjeux méthodologiques : mesurer l'offre de données en ligne. A la différence des cartes imprimée et des données conventionnelles en général, les données environnementales numériques qui sont diffusées sur Internet sont devenues malléables : il est possible de leur ajouter des données statistiques, de les transformer, de les rediffuser, etc. Les méthodes d'analyse des différents états, objectifs, usages et circulations de ces représentations en construction et évolution permanente restent encore largement à développer. Sont donc particulièrement attendus des travaux sur la présentation / comparaison de méthodes d'analyse, des études sur la traçabilité des données, l'évaluation de l'hétérogénéité spatiale et/ou thématique des couvertures territoriales de l'*open data* ou encore l'identification des acteurs émergents qui, dans la société civile, produisent et diffusent des données en libre accès. L'*open data* rendant poreuse la limite entre producteur et utilisateurs de données environnementales, des études portant sur la redéfinition des rôles des acteurs de ces nouveaux écosystèmes de données seront également particulièrement appréciées.

Soumission de notes scientifiques

En complément des articles scientifiques, cette rubrique contient des notes de recherches qui n'ont pas le statut d'article évalué en double aveugle mais qui présentent tout de même un intérêt pour leur caractère novateur ou pour la qualité de la problématique posée et des pistes envisagées. Ce sont des textes plus courts que les articles (5 à 10 pages) soit entre 10000 et 15000 caractères qui doivent apporter un complément utile à la thématique de ce numéro spécial. Ce type de contribution est également souhaité pour permettre au lecteur de comprendre les enjeux ou l'intérêt de prolonger la réflexion dans le cadre d'une future recherche.

Soumission de notes d'information

Des notes courtes de 3 à 4 pages ayant une valeur informative pourront être soumises, en présentant des retours d'expériences et dispositifs de diffusion de données environnementales sur Internet. Il s'agit alors de décrire l'historique des projets, leurs caractéristiques techniques et organisationnelles et leurs perspectives d'évolution. L'objectif est ici de *donner à voir* la variété des formes de partage en ligne qui se développent aujourd'hui : observatoires environnementaux, bases de données internationales, infrastructures de données géographiques, portails de téléchargement, etc.

Le calendrier

- 1er décembre 2012 : Appel à contribution.
- 15 mars 2013 : Soumission des propositions.
- 15 mai 2013 : Evaluation des propositions.
- automne 2013: Publication du numéro.

Les instructions aux auteurs

Articles scientifiques, notes scientifiques et notes d'informations peuvent être publiés en français et/ou anglais.

Les contributions sont à envoyer à : pierre.gautreau@univ-paris1.fr et m.noucher@ades.cnrs.fr avec copie à bernard.corminboeuf@ums-riate.fr .

Les modalités de mise en forme sont disponibles sur : [http://www.netcom-journal.com/Netcom -
_Conseils_redaction.pdf](http://www.netcom-journal.com/Netcom_-_Conseils_redaction.pdf)

Plus d'informations sur la revue : <http://www.netcomjournal.com/auteurs.html>